Élections Législatives du 4 Mars 1973 — 1re Circonscription des Landes (Mont-de-Marsan)

PARTI SOCIALISTE

CANDIDAT



Roger DUROURE

INSTITUTEUR

Conseiller Municipal de MOUSTEY

SUPPLÉANT



André CANTIRAN

AGRICULTEUR

Président de la Fédération des Fermiers et Métayers

Au bout de 15 années de gestion U D R, la France est devenue un pays arriéré

Les ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ont été volontairement limités par suite des choix budgétaires propres à une **politique conservatrice,** tandis que les autres pays industrialisés et notamment nos partenaires européens adoptaient dans ce domaine une politique résolument dynamique.

Pour l'ÉQUIPEMENT TÉLÉPHONIQUE et la qualité de notre RÉSEAU ROUTIER, nous sommes, et de très loin, **les derniers en Europe.**

L'organisation de NOTRE SERVICE MÉDICAL ET HOSPITALIER est **désuète.**

Le fonctionnement de l'ÉDUCATION NATIONALE est **gravement inadapté** aux besoins modernes de préparation à la vie active et de formation du citoyen.

La construction de LOGEMENTS POPULAIRES (H. L. M. ou maisons individuelles) est **en diminution constante** et **très inférieure aux besoins.**

Les ÉQUIPEMENTS POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE (crèches, Maisons de l'Enfance, équipements sportifs et culturels) **sont dérisoires** en comparaison de ce qui existe dans d'autres pays.

Les insolentes proclamations d'autosatisfaction de la majorité au pouvoir ne peuvent plus masquer **CE CONSTAT DE FAILLITE.**

LE PROGRAMME COMMUN, considérant que ces équipements collectifs jouent un rôle essentiel pour LA QUALITÉ DE LA VIE des hommes, définit les mesures nécessaires à un REDRESSEMENT RAPIDE de l'état de choses actuel et à son PERFECTIONNEMENT RÉSOLU.

Au bout de 100 années de République, la France vit toujours sous un régime de grave injustice sociale

Le système du LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE qui régit notre économie depuis près de deux siècles n'a pas atténué l'antique et rude **loi du plus fort** qui régit depuis toujours les rapports socio-économiques entre les hommes. Elle lui a simplement donné des formes nouvelles.

Autant que jamais, le **puissant** continue d'**écraser le faible,** le petit nombre d'**exploiter la masse des travailleurs,** qu'ils soient salariés ou travailleurs indépendants.

LE PROGRAMME COMMUN propose :

— Le SMIC à MILLE FRANCS par mois, immédiatement.

— Un mécanisme d'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES.

— Une RÉFORME profonde de la FISCALITÉ scandaleusement injuste, y compris TVA et patentes.

— La RÉDUCTION nécessaire et possible DE L'INFLATION qui annule les effets des augmentations de salaires.

— Un nouveau DROIT DU TRAVAIL accordant aux travailleurs une participation effective à la prise de certaines décisions concernant les conditions d'exercice de son travail.

— La RETRAITE à 60 ANS pour les hommes et 55 ANS pour les femmes avec une GARANTIE MINIMUM de ressources égale, dans un Premier temps au SMIC, puis à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années.

— LA GRATUITÉ DES SOINS et l'harmonisation des régimes de Sécurité Sociale.

— La réforme et la REVALORISATION DES PRESTATIONS FAMILIALES.

— L'ÉGALITÉ des CHARGES et des DROITS entre TRAVAILLEURS SALARIÉS et TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS (agriculteurs, commerçants, artisans) en matière de Retraites, de Sécurité Sociale et de Prestations Familiales.

— Une politique visant à favoriser la modernisation et la compétitivité du petit Commerce et de l'Artisanat.

— Une POLITIQUE AGRICOLE destinée à assurer la prospérité des Exploitations Familiales, cellules de base essentielles de la vie économique et sociale de notre région.

Au bout de deux siècles de civilisation industrielle, les Landes demeurent un pays sous-développé

Trop peu d'emplois, moyenne des salaires inférieure à celle des régions industrialisées, EXODE DES JEUNES caractérisent notre économie locale.

Le DÉSÉQUILIBRE entre le sous-développement de notre région et la prospérité des régions industrialisées NE CESSE DE S'AGGRAVER.

Pour remédier à une situation qui devient catastrophique pour notre région,

LE PROGRAMME COMMUN propose :

une politique d'ESSOR RÉGIONAL dont les principaux leviers sont :

— la création de GRANDES RÉGIONS A COMPÉTENCE ÉCONOMIQUE dotées d'un pouvoir élu au suffrage universel.

— un système de PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE des investissements.

LE PROGRAMME COMMUN EST COHÉRENT ET SÉRIEUX.

Ses INCIDENCES FINANCIÈRES ont été soigneusement ÉTUDIÉES par les ÉCONOMISTES SOCIALISTES.

Les MOYENS de son FINANCEMENT ont été déterminés.

Sa mise en œuvre se réalisera en conciliant la VOLONTÉ de RÉFORME des socialistes et de leurs partenaires avec la VOLONTÉ de NE PAS COMPROMETTRE, à aucun moment, le BON FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE.

POUR RÉALISER CETTE ÉTAPE DANS L'ÉVOLUTION DE NOTRE SOCIÉTÉ VERS LE SOCIALISME, LE PARTI SOCIALISTE VOUS PROPOSE LE SEUL MOYEN POSSIBLE,

l'UNION de la GAUCHE

et pour cela VOTEZ

Roger DUROURE et André CANTIRAN

Imprimerie J.-L. PEYRES - DAX

VU : LES CANDIDATS.